



49 – 51 rue Vivienne - PARIS (2^{ème})

EFIMMO 1

Société Civile de Placement Immobilier à capital variable

BULLETIN D'INFORMATION N°99

2^{ème} trimestre 2012

Validité du bulletin : 1^{er} juillet 2012 au 30 septembre 2012

EVOLUTION DU CAPITAL – EFIMMO est une SCPI à capital variable

Au cours du deuxième trimestre 2012, 94.743 parts nouvelles ont été souscrites et 10.977 retirées, soit une collecte brute de 21.317.175 € et une collecte nette des retraits de 19.094.333 €.

La collecte d'épargne nouvelle a fortement ralenti par rapport au premier trimestre grâce aux mesures prises par la Société de Gestion visant à mieux adapter le rythme de souscription des capitaux avec celui des projets d'investissements.

Le nombre d'associés au 30 juin 2012 est de **6.633**.

Le montant des capitaux collectés pour les 94.743 parts nouvelles souscrites au cours du trimestre se ventile en :

Nominal :	14.400.936 €
Prime d'émission	<u>6.916.239 €</u>
Montant collecté :	21.317.175 €

	Nouvelles parts souscrites	Retraits de parts	Cessions de parts	Nombre de parts en attente de cession	Cumul parts souscrites	Cumul capital nominal en €	Cumul capitalisation (prix de souscription x nombre de parts) en euros
Cumul au 31.12.2011					2.340.548	355.763.296	526.623.300
1 ^{er} trimestre 2012	143.693	13.603	343	0	2.470.638	375.536.976	555.893.550
2 ^{ème} trimestre 2012	94.743	10.977	175	0	2.554.404	388.269.408	574.740.900
Total	238.436	24.580	518	0	2.554.404	388.269.408	574.740.900

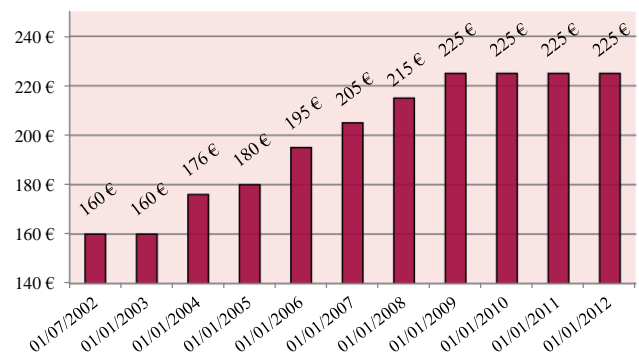
PRIX DE LA PART

PRIX DE SOUSCRIPTION ET PRIX DE RETRAIT

Le prix de souscription de la part s'établit à 225 € et le prix de retrait à 202,50 €.

	Prix en vigueur
Valeur Nominale	152,00 €
Prime d'émission	73,00 €
Prix de souscription	225,00 €
Commission de souscription	- 22,50 €
Prix de retrait	202,50 €

HISTORIQUE DU PRIX DE SOUSCRIPTION AU 1^{ER} JANVIER*



* depuis la reprise des souscriptions en juillet 2002.

PERFORMANCES FINANCIERES

L'acquisition de parts de SCPI doit nécessairement se concevoir sur le long terme. Aussi, dorénavant, la Société de Gestion communiquera non seulement sur le taux de distribution mais aussi sur le taux de rendement interne (TRI) sur de longues périodes. Le TRI exprime la performance annuelle moyenne pour un épargnant en prenant en compte le prix de revient de son placement, l'ensemble des dividendes perçus au cours de la période de placement et le prix de retrait en vigueur au moment de sa sortie (mais en excluant sa fiscalité propre).

SUR PLUSIEURS EXERCICES

Taux de rentabilité interne (TRI)*	
sur 10 ans	9,68 %
sur 15 ans	6,96 %
sur 20 ans	5,99 %
depuis l'origine	9,01 %

* la gestion de la SCPI a été reprise par SOFIDY en fin 2000.

SUR UN EXERCICE

	2011	2012
(a) Dividende brut avant prélèvement libératoire au titre de l'année dont acompte exceptionnel	12,76	N.D.
(b) Prix de part acquéreur moyen de l'année	0,88	N.D.
Taux de distribution sur valeur de marché : (DVM) = (a) / (b)	5,67 %	N.D.
(c) Résultat distribuable au titre de l'exercice	12,01	N.D.
(d) Valeur de réalisation de la société à fin d'exercice N-1	177,29	182,06
Taux de résultat distribuable sur valeur du patrimoine : (DVP) = (c) / (d)	6,77 %	N.D.
Prix de part acquéreur moyen sur l'année N-1	225,00	225,00
Prix de part acquéreur moyen sur l'année N	225,00	N.D.
Variation du prix de part acquéreur moyen :	-	N.D.



M DISTRIBUTION DES REVENUS PAR PART

ACOMPTES DE L'EXERCICE

	2011	Prévision 2012	Date de versement
Acompte 1 ^{er} trimestre	2,88 €	2,88 €	Fin avril
Acompte 2 ^{ème} trimestre	2,94 €	2,94 €	Fin juillet
Acompte 3 ^{ème} trimestre	2,97 €		Fin octobre
Acompte 4 ^{ème} trimestre	3,09 €		Fin janvier
Acompte exceptionnel ⁽¹⁾	0,88 €		15 décembre
Dividende annuel par part	12,76 €	Entre 12,40 € et 12,76 €	
Taux de distribution⁽²⁾	5,67 %		

⁽¹⁾ dividende exceptionnel prélevé sur les plus-values réalisées sur cessions d'immeubles ;

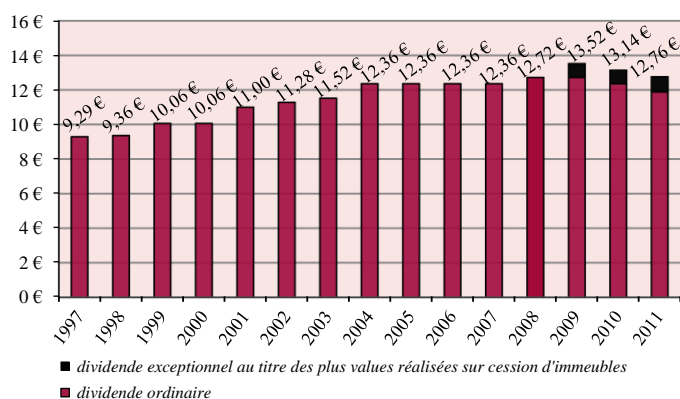
⁽²⁾ dividende brut avant prélèvement libératoire versé au titre de l'année N (y compris acompte exceptionnel) rapporté au prix de part acquéreur moyen de l'année N.

La Société de Gestion indique une fourchette prévisionnelle de dividende annuel pour 2012 qui sera précisée au cours des prochains trimestres. Elle versera, fin juillet 2012, le deuxième acompte ordinaire sur dividende de l'exercice, soit 2,94 € pour une part de pleine jouissance, ou 2,94 € après prélèvements sociaux sur les produits financiers pour les associés personnes physiques résidents en France, ou 2,94 € pour une part de plein exercice pour les associés qui ont opté pour le prélèvement libératoire sur les produits financiers.

DIVIDENDE ORDINAIRE EXERCICE 2012 PAR PART ET PAR MOIS DE JOUISSANCE

	Revenu pour une part (en €) selon la date de souscription														
	avant le 31/10/11	Nov-11	Dec-11	Jan-12	Fev-12	Mar-12	Avr-12	Mai-12	Juin-12	Juil-12	Août-12	Sept-12	Oct-12	Nov-12	Dec-12
1T12	2,88	1,92	0,96	0	0	0									
2T12	2,94	2,94	2,94	2,94	1,96	0,98	0	0	0						
TOTAL	5,82	4,86	3,90	2,94	1,96	0,98	0	0	0	0	0	0	0	0	0

HISTORIQUE DU DIVIDENDE ANNUEL



M INVESTISSEMENTS DU TRIMESTRE

Les investissements réalisés au deuxième trimestre 2012 font ressortir un prix de revient global de 44,2 millions d'euros frais inclus et portent sur :

- un immeuble de bureaux de standing récemment rénové, situé rue Vivienne à Paris (2^{ème}), loué à un locataire de première qualité, FREMANTLEMEDIA France (RTL Group) avec un bail ferme de 6 ans (incluant 60 places de parking),
- un ensemble de bureaux situés à La Défense (terrace Bellini à Puteaux), en rez-de-chaussée d'un immeuble où la SCPI est déjà propriétaire au 1^{er} étage depuis décembre 2010, loué à ADECCO Groupe France.

Type	Situation	Locataires / Activités	Surface en m ² (1)	Prix d'acquisition frais inclus	Date acquisition
BUR	49-51 rue Vivienne PARIS (2 ^{ème})	FREMANTLEMEDIA France / Créateur – Producteur TV	3.864	30.688.700 €	31/05/2012
BUR	22 Terrasse Bellini – La Défense PUTEAUX (92)	ADECCO GROUPE France / Solutions en ressources humaines	2.214	13.468.025 €	12/06/2012
TOTAL			6.078	44.156.725 €	

(1) Surfaces figurant dans les actes authentiques / CCV (commerce de centre-ville) BUR (bureaux) GCC (galerie de centre commercial) MSP (moyennes surfaces de périphérie)

La rentabilité immédiate moyenne des investissements réalisés depuis le début de l'exercice (84,3 millions d'euros) s'établit à 5,93 %. A ces actes signés, s'ajoutent des engagements d'acquisitions (promesses ou engagements fermes signés) pour un montant de 15,2 millions d'euros au 30 juin 2012.

L'opération de Paris (2^{ème}) a par ailleurs été partiellement financée par emprunt bancaire amortissable à hauteur de 14,5 millions d'euros sur 15 ans (taux variable swapé conduisant à un taux fixe de 3,425 %).

M VALORISATION DU PATRIMOINE ET SITUATION LOCATIVE

ARBITRAGES

Au cours du trimestre écoulé, deux actifs ont été arbitrés :

- une surface de bureaux de 56 m² située Chemin de la Dhuy à Meylan (38), a été cédée pour un prix net vendeur de 65.000 €, correspondant au prix de revient ;
- un ensemble de bureaux / activité de 1.072 m² situé rue Paul Vaillant Couturier à Ivry-sur-Seine (94) a été cédé pour un prix net vendeur de 1.129.000 €, dégageant une plus-value nette de fiscalité de 442.736 €.

Les arbitrages réalisés depuis le début de l'exercice se résument de la manière suivante :

Total des Prix de Vente	Total des plus-values (nettes de fiscalité)	Total des valeurs d'expertise (au 31 décembre 2011)	Total des Prix de vente vs Total des valeurs d'expertise
1.194.000 €	442.020 €	1.170.971 €	+ 1,97 %

Au 30 juin 2012, la SCPI est par ailleurs engagée (promesses ou engagements fermes signés) dans la cession d'actifs pour un montant de 1,2 millions d'euros net vendeur.

TAUX D'OCCUPATION

Le taux d'occupation financier moyen du deuxième trimestre 2012 s'établit à **92,01 %**. Ce taux est déterminé par le rapport entre le montant des loyers facturés et le montant qui serait facturé si tout le patrimoine était loué.

3T11	4T11	1T12	2T12
91,78 %	92,36 %	92,45 %	92,01 %*

La quote-part due aux indemnités compensatrices de loyers dans le taux d'occupation financier s'élève à 0,42 %.

GESTION LOCATIVE

Les actions menées par la gestion locative depuis le début de l'exercice sont résumées dans le tableau ci-dessous (hors indexation) :

Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2012	Loyers annuels précédents	Loyers annuels obtenus	Variation	Variation en %
Renouvellements de baux	1.177.905 €	1.056.646 €	- 121.259 €	- 10,29 %
Relocations	983.202 €	880.970 €	- 102.232 €	- 10,40 %
Cessions de bail ou déspecialisations	42.635 €	54.102 €	+ 11.467 €	+ 26,90 %
SOUS-TOTAL	2.203.742 €	1.991.718 €	- 212.024 €	- 9,62 %
Locations		40.520 €		
Indemnités de déspecialisation ou droits d'entrée		72.000 €		
TOTAL		2.104.238 €		

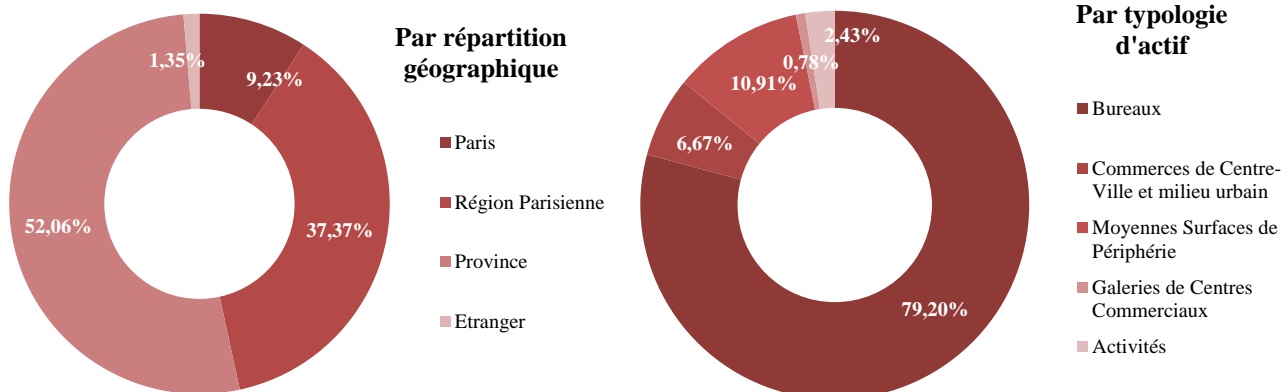
Dans un contexte économique général toujours très difficile, votre Société de Gestion s'emploie au quotidien à optimiser les revenus de la SCPI (limiter l'impact des négociations sur certains loyers et agir pour un taux d'occupation le meilleur possible). Les baisses de loyers concédées sur le trimestre représentent 0,49 % du montant total des loyers en année pleine qui s'élèvent eux-mêmes à 43,1 millions d'euros.

Par ailleurs, pour rappel, les indices utilisés pour réviser périodiquement les loyers (ICC et ILC) sont quant à eux à la hausse depuis neuf trimestres consécutifs.

Montant des loyers H.T. encaissés au cours du 2^{ème} trimestre : 10.808.237 €

M COMPOSITION DU PATRIMOINE AU 30 JUIN 2012

(Par référence à la valeur d'expertise au 31 décembre 2011 ou, à défaut, au prix d'acquisition hors droits et hors frais)



MFISCALITE

Ce paragraphe expose la fiscalité applicable aux associés assujettis à l'impôt sur le revenu. Les personnes physiques qui ont investi dans EFIMMO à travers un contrat d'assurance-vie ne sont notamment pas concernées par le présent paragraphe, l'assurance-vie faisant l'objet d'une fiscalité distincte.

Nous attirons plus particulièrement votre attention sur les nouvelles règles d'imposition introduites par l'adoption de la deuxième Loi de Finance rectificative pour 2011, la Loi de Finance pour 2012 et la première Loi de Finance rectificative pour 2012 du 14 mars 2012.

FISCALITE DES REVENUS

Nous rappelons aux associés personnes physiques qu'ils sont imposés non pas sur les dividendes versés, mais sur les revenus perçus par la SCPI. Ces revenus sont de deux catégories :

- des revenus fonciers provenant des loyers encaissés,
- des revenus financiers issus des placements de trésorerie.

Pour les **revenus fonciers**, le montant net à déclarer est déterminé par la société de gestion (charges déductibles pour leurs montants réels). Les personnes physiques à la fois associées de SCPI et propriétaires d'immeubles nus peuvent bénéficier du régime microfoncier à condition que leur revenu brut foncier annuel n'excède pas 15.000 €. Dans cette hypothèse, l'abattement forfaitaire s'établit à 30 %.

Jusqu'au 30 juin 2012 :

Les **revenus financiers** sont imposés soit au régime normal de l'impôt sur le revenu, soit forfaitairement au taux de 32,5 % (dont 13,5 % au titre des prélèvements sociaux suite à l'adoption de la deuxième Loi de Finance rectificative pour 2011) pour les associés résidents français ayant opté pour le prélèvement libératoire. Depuis le 1^{er} janvier 2012, le taux du prélèvement libératoire sur les produits de placement à revenu fixe est porté à 24 %, soit 37,5 % avec les prélèvements sociaux. Quelle que soit l'option retenue, la société de gestion prélève, avant distribution, les prélèvements sociaux au taux de 13,5 % et les verse directement à l'administration fiscale.

Depuis le 1^{er} juillet 2012 :

Les prélèvements sociaux sont portés à 15,5 %. Les revenus financiers sont imposés soit au régime normal de l'impôt sur le revenu, soit forfaitairement au taux de 39,5 %. Le taux du prélèvement libératoire sur les produits de placement à revenu fixe sera porté à 39,5 % avec les prélèvements sociaux.

FISCALITE DES PLUS-VALUES

Les plus-values sur cessions d'immeubles réalisées par de la SCPI :

Pour les associés soumis à l'impôt sur le revenu, l'impôt est prélevé à la source par le notaire sur le prix de vente.

Les plus-values sur cessions ou retraits de parts :

Depuis le 1^{er} février 2012, l'abattement de 10 % par année de détention au-delà de la 5^{ème} année permettant une exonération totale au-delà de 15 ans a été supprimé. Il sera remplacé par un abattement progressif de 2 % par an entre la 6^{ème} et la 17^{ème} année de détention, de 4 % par an entre la 18^{ème} et la 24^{ème} année, et de 8 % au-delà de la 24^{ème} année, ce qui permet une exonération totale au-delà de 30 ans. Depuis le 1^{er} juillet, la plus-value nette calculée est imposée au taux de 34,5 % (dont 15,5 % au titre des prélèvements sociaux).

En cas de cession de parts effectuée sans l'intervention de la société de gestion, le cédant règle directement son impôt sur les plus-values éventuellement imposables à la recette des impôts de son domicile ou de son siège social. Le cédant justifiera de ce paiement à la société de gestion. Le dossier de cession devra être accompagné d'un chèque d'un montant de 119,60 € TTC établi à l'ordre de la société de gestion SOFIDY correspondant aux frais de mutation.

En cas de retrait de parts, la société de gestion calcule le montant de la plus-value imposable éventuellement réalisée et verse l'éventuel impôt directement à l'administration fiscale. Le montant remboursé à l'associé est alors égal au

montant du prix de retrait en vigueur diminué de l'impôt sur les plus-values immobilières.

OPTION POUR LE PRELEVEMENT LIBERATOIRE

Les associés souhaitant modifier leur option pour le prélèvement libératoire forfaitaire sur les produits financiers doivent en aviser par écrit la société de gestion avant le 31 mars de l'année en cours. Il est précisé aux associés que cette option est indépendante de leur option éventuelle pour le prélèvement libératoire forfaitaire sur les dividendes d'actions et distributions assimilées.

IMPOT DE SOLIDARITE SUR LA FORTUNE

En ce qui concerne la valeur ISF à déclarer à l'administration fiscale, la société de gestion précise que la valeur prise en compte par la profession est généralement la valeur de retrait de la part, l'associé restant libre et responsable de ses déclarations fiscales. Pour information, la valeur de retrait au 1^{er} janvier 2012 s'établissait à **202,50 €**.

MINFORMATIONS DIVERSES

MINIMUM DE SOUSCRIPTION

Tout nouveau souscripteur doit acquérir un minimum de 10 parts. Par contre, les associés anciens peuvent souscrire un nombre inférieur.

MODALITES DE SORTIE

Il est tenu au siège de la société et à la disposition des tiers, un registre où sont recensées les demandes de retrait et les offres de cession de parts. Les associés qui souhaitent se retirer de la société disposent de deux moyens :

- **Remboursement des parts (retrait)** demandé par lettre recommandée à la Société de Gestion dans le cadre de la variabilité du capital. Le prix de retrait est égal au dernier prix de souscription en vigueur diminué de la commission de souscription. Les demandes complètes de rachat sont remboursées en fin de mois.
- **Vente des parts** en cherchant eux-mêmes un acheteur. Les parts peuvent être librement cédées entre associés, et entre associés et tiers, sans autre intervention de la société de gestion que la régularisation des cessions sur le registre des associés et des transferts, après justification par le cédant du paiement des droits d'enregistrement et du paiement de l'éventuel impôt sur les plus-values. La société ne garantit pas la revente des parts.

FRAIS DE MUTATION DE PARTS

Conformément à l'approbation par l'Assemblée Générale du 31 mai 2011 de la résolution n°11, la Société de Gestion perçoit depuis le 1^{er} octobre une rémunération forfaitaire de 100 € HT soit 119,60 € TTC pour toute cession de parts et toute mutation (cession de gré à gré, succession, donation, divorce...). La Société de Gestion a choisi de percevoir cette rémunération par dossier et non par ayant droit.

AUTRES INFORMATIONS DU TRIMESTRE

Vous pouvez retrouver les statuts, la note d'information et le présent bulletin trimestriel d'information sur le site internet EFIMMO en vous connectant sur www.efimmo1.com. Vous y trouverez également le détail de la composition du patrimoine de la société.

Lors de l'Assemblée Générale annuelle du 7 juin 2012, neuf sièges de membres du Conseil de Surveillance étaient à renouveler. Ont été élus pour trois ans M. Michel MALARTRE (réélu), M. Paul MARTEL (réélu) et Mme Sylvie TARDIEU (élue). Ont été élus pour deux ans M. Hubert MARTINIER (réélu), la Compagnie d'Assurance AVIP (réélue) et M. Régis GALPIN (réélu). Ont été élus pour un an la SCI LUPA (élue), M. Patrice QUANTIN (réélu) et M. Olivier BLICQ (élu). Toutes les résolutions présentées lors de l'Assemblée Générale ont été adoptées.

Nature de la Société :

Visa de l'AMF délivré à la note d'information :

Agrément de l'AMF à SOFIDY :

Siège social :

Responsable de l'information :

Société Civile de Placements Immobiliers

SCPI N°02-01 du 13 juin 2002 actualisée en octobre 2010

GP N° 07000042 du 10 juillet 2007

303 square des Champs Elysées - 91026 EVRY CEDEX

M. Christian FLAMARION - SOFIDY

303 square des Champs Elysées - 91026 EVRY CEDEX

Tél. 01 69 87 02 00 - Fax 01 69 87 02 01

COUPE DE DEMANDE D'INFORMATION

A adresser à votre conseiller habituel ou à retourner à SOFIDY - 303 square des Champs Elysées - 91026 EVRY Cedex

Si vous-même, un de vos parents ou amis, êtes intéressés par les SCPI gérées par SOFIDY (IMMORENTE, IMMORRENTE 2, EFIMMO) indiquez nous en remplissant le coupon ci-dessous.

Je souhaite recevoir une documentation sur la SCPI : IMMORRENTE IMMORRENTE 2 EFIMMO CIFOcoma CIFOcoma 2

NOM :

Prénom :

Adresse :

Téléphone (facultatif) :